

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

NOVEMBRE
2021

PRINCIPALES TENDANCES

A fin novembre 2021 et en comparaison avec la même période de 2020, l'exécution de la loi de finances, sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, laisse apparaître les principales évolutions ci-après :

Au niveau des recettes

Une augmentation des recettes brutes de 6%, provenant de :

1- la hausse des recettes douanières nettes de 24,1%, compte tenu de remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux de 99 MDH à fin novembre 2021 contre 92 MDH un an auparavant :

- droits de douane (+26,4%), compte tenu de remboursements de 20 MDH à fin novembre 2021 contre 13 MDH un an auparavant. A fin novembre 2020, les droits de douane avaient diminué de 3,6% par rapport à leur niveau à fin novembre 2019, soit -306 MDH (8.293 MDH contre 8.599 MDH) ;
- TVA à l'importation (+24,4%), compte tenu de remboursements de 6 MDH à fin novembre 2021 contre 15 MDH un an auparavant. A fin novembre 2020, la TVA à l'importation avait enregistré une baisse de 11,9% par rapport à son niveau à fin novembre 2019, soit -4.100 MDH (30.356 MDH contre 34.456 MDH) ;
- taxe intérieure de consommation (TIC) sur les produits énergétiques (+22%), compte tenu de remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux de 70 MDH à fin novembre 2021 contre 62 MDH un an auparavant. A fin novembre 2020, la TIC sur les produits énergétiques avait enregistré une baisse de 14,5% par rapport à son niveau à fin novembre 2019, soit -2.106 MDH (12.424 MDH contre 14.530 MDH) ;

2- la hausse de la TIC sur les tabacs manufacturés (+12,6%) et des autres TIC (+32,2%). A fin novembre 2020, la TIC sur les tabacs manufacturés avait baissé de 6,2% par rapport à son niveau à fin novembre 2019, soit -621 MDH (9.329 MDH contre 9.950 MDH) ;

3- la hausse des recettes nettes de la fiscalité domestique de 4,3%, compte tenu de remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux supportés par le budget général qui ont été de 6.857 MDH à fin novembre 2021 contre 7.034 MDH un an auparavant :

- l'IS a enregistré une baisse de 7,6%, compte tenu de restitutions qui ont été de 336 MDH à fin novembre 2021 contre 450 MDH un an auparavant, étant précisé qu'à fin décembre 2020, les demandes de restitution de l'IS ont été de 4,5 MMDH.

A fin novembre 2021, la contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et les revenus, instituée par la loi de finances 2021, a rapporté 3,8 MMDH imputés au compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale », alors qu'à fin novembre 2020, la contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires, instituée par la loi de finances 2019, a généré des recettes de 2,1 MMDH imputés au budget général.

- l'IR (+11,3%), compte tenu de restitutions qui ont été de 189 MDH à fin novembre 2021 contre 100 MDH un an auparavant. Les recettes de l'IR sur profits immobiliers ont connu une hausse de 76,1% par rapport à leur niveau de fin novembre 2020. A fin novembre 2020, l'IR avait enregistré une diminution de 4,7% par rapport à son niveau à fin novembre 2019, soit -1.817 MDH (36.674 MDH contre 38.491 MDH).

Les recettes de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP) relevant de la Trésorerie Générale du Royaume ont enregistré une hausse de 9,2%.

- la TVA à l'intérieur (+15,1%), compte tenu des remboursements supportés par le budget général qui ont été de 6.171 MDH à fin novembre 2021 contre 6.409 MDH un an auparavant, étant précisé qu'à fin décembre 2020, les arriérés de remboursement de TVA ont été de 42,2 MMDH. A fin novembre 2020, la TVA à l'intérieur avait baissé de 1,5% par rapport à son niveau à fin novembre 2019, soit -397 MDH (25.924 MDH contre 26.321 MDH).

A fin novembre 2021, les remboursements de TVA à l'intérieur (y compris la part supportée par les collectivités territoriales) ont été de 8.819 MDH contre 9.157 MDH un an auparavant ;

- les droits d'enregistrement et de timbre ont été de 14.164 MDH à fin novembre 2021 contre 11.674 MDH un an auparavant, en augmentation de 21,3% ou +2.490 MDH. A fin novembre 2020, les droits d'enregistrement et de timbre avaient enregistré une baisse de 19,6% par rapport à leur niveau à fin novembre 2019, soit -2.839 MDH (11.674 MDH contre 14.513 MDH).
- les majorations de retard (+22,2%), résultant de recettes brutes de 1.335 MDH contre 1.036 MDH et de dégrèvements de 161 MDH à fin novembre 2021 contre 75 MDH un an auparavant. A fin novembre 2020, les majorations de retard avaient enregistré une diminution de 42,5% par rapport à leur niveau à fin novembre 2019, soit -766 MDH (1.036 MDH contre 1.802 MDH).

4- la baisse des recettes non fiscales de 14,7% en raison notamment de la diminution des versements des comptes spéciaux du Trésor au profit du budget général (9.714 MDH contre 19.158 MDH) et des fonds de concours (672 MDH contre 5.262 MDH), conjuguée à la rentrée de 5,4 MMDH au titre de la privatisation et des produits de cession des participations de l'Etat, à l'augmentation des recettes de monopoles (9.784 MDH contre 8.486 MDH) et des recettes gazoduc (763 MDH contre 399 MDH).

Au niveau des dépenses

1- un taux d'engagement global des dépenses de 78% et un taux d'émission sur engagements de 89%, contre respectivement 76% et 90% un an auparavant ;

2- une augmentation des dépenses ordinaires de 6,2% provenant de :

- la hausse de 6,6% des dépenses de biens et services, due à la hausse de 6,1% des dépenses de personnel et de 7,9% des autres dépenses de biens et services ;
- la stagnation des charges en intérêts de la dette ;
- la hausse de 23% des émissions de la compensation ;
- la baisse de 2,4% des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux.

Le montant global des remboursements de TVA à l'intérieur et à l'importation (y compris la part supportée par les collectivités territoriales) est de 8.827 MDH contre 9.178 MDH à fin novembre 2020.

3- une hausse des dépenses d'investissement émises de 3,8%, passant de 60,6 MMDH à fin novembre 2020 à 62,9 MMDH à fin novembre 2021, en raison de l'augmentation de 6,3% des dépenses des ministères et de 0,7% des dépenses des charges communes.

Soldes du Trésor

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, l'exécution de la loi de finances fait ressortir :

- un solde ordinaire négatif de 3,2 MMDH contre un solde ordinaire négatif de 2,7 MMDH un an auparavant;
- un déficit du Trésor de 57,6 MMDH, compte tenu d'un solde positif de 8,5 MMDH dégagé par les comptes spéciaux du Trésor (CST) et les services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA), contre un déficit du Trésor de 58,2 MMDH à fin novembre 2020 compte tenu d'un solde positif de 5,1 MMDH dégagé par les CST et les SEGMA.

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

(Hors TVA des collectivités territoriales) En millions de dirhams

	Novembre 2020	LF 2021	Novembre 2021	Taux de réalisation	Variation en %
1- RECETTES ORDINAIRES	216 219	226 922	229 293	101,0%	6,0%
1.1- Recettes fiscales⁽¹⁾ :	179 026	201 892	197 551	97,8%	10,3%
Impôts directs	79 434	80 712	78 758	97,6%	-0,9%
Impôts indirects	79 625	95 604	94 140	98,5%	18,2%
Droits de douane	8 293	10 837	10 489	96,8%	26,5%
Droits d'enregistrement et de timbre	11 674	14 739	14 164	96,1%	21,3%
1.2- Recettes non fiscales :	37 193	25 030	31 742	126,8%	-14,7%
Monopole et participations	8 486	17 118	9 784	57,2%	15,3%
Privatisation	0	4 000	5 416	135,4%	
Domaine	290	255	412	161,6%	42,1%
Autres recettes ⁽²⁾	28 417	3 657	16 130	441,1%	-43,2%
2- DEPENSES ORDINAIRES⁽³⁾	218 931	254 253	232 529	91,5%	6,2%
2.1- Biens et services :	174 975	205 721	186 603	90,7%	6,6%
Personnel	121 461	139 863	128 864	92,1%	6,1%
Autres biens et services ⁽³⁾	53 514	65 858	57 739	87,7%	7,9%
2.2- Intérêts de la dette :	27 559	28 678	27 566	96,1%	0,0%
Intérieure	24 024	24 660	23 981	97,2%	-0,2%
Extérieure	3 535	4 018	3 585	89,2%	1,4%
2.3- Compensation⁽³⁾	9 271	13 540	11 404	84,2%	23,0%
2.4- Rembours. dégrèv.et restitut. fiscaux⁽⁴⁾	7 126	6 314	6 956	110,2%	-2,4%
3- SOLDE ORDINAIRE	-2 712	-27 331	-3 236		
4- INVESTISSEMENT⁽³⁾	60 585	77 202	62 858	81,4%	3,8%
5- SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	4 703	916	7 886		
6- SOLDE DES SEGMA	382	0	592		
7- DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL⁽⁵⁾	-58 212	-103 617	-57 616		
8- VARIATION DES INSTANCES	-2 862	0	-17 864		
9- BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT	-61 074	-103 617	-75 480		
10- FINANCEMENT INTERIEUR :	48 427	67 766	70 323		
Dont :					
Adjudications	58 366		40 909		
Dépôts au Trésor	-7 932		12 310		
Compte courant à BAM	-957		3 448		
11- FINANCEMENT EXTERIEUR :	12 647	35 851	5 157		
Tirages et dons	32 020	42 500	14 892		
Amortissement	-19 373	-6 649	-9 735		

(1) les recettes fiscales sont présentées pour leur montant brut, compte non tenu du montant émis au titre des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi organique relative à la loi de finances. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux figurent parmi les dépenses de fonctionnement du budget général et les dépenses des CST concernés.

(2) les autres recettes se composent des fonds de concours, des recettes en atténuation de dépenses de la dette, de la redevance gazoduc et des recettes diverses des différents ministères.

(3) les dépenses sont présentées sur la base des émissions (ordonnances ou mandats visés par les comptables assignataires, conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi organique relative à la loi de finances). Les autres biens et services regroupent les dépenses de matériel et les charges communes de fonctionnement hors dépenses de compensation.

(4) les remboursements, dégrèvements et restitutions concernent l'ensemble de la fiscalité domestique et douanière (cf. détail à la page 10).

(5) tel qu'il ressort des recettes prévues et des crédits ouverts par la loi de finances pour l'année 2021.

RECETTES ORDINAIRES

	Novembre 2020	LF 2021	Novembre 2021	Taux de réalisation	Variation en %
RECETTES FISCALES⁽¹⁾	179 026	201 892	197 551	97,8%	10,3%
IMPÔTS DIRECTS	79 434	80 712	78 758	97,6%	-0,9%
<i>Taxe Professionnelle⁽²⁾</i>	248	69	142	205,8%	-42,7%
<i>Impôt sur les Sociétés</i>	39 285	38 672	36 235	93,7%	-7,8%
<i>Impôt sur le Revenu</i>	36 674	39 880	40 906	102,6%	11,5%
<i>Taxe d'Habitation⁽²⁾</i>	24	34	18	52,9%	-25,0%
<i>Contribution Sociale de Solidarité sur les bénéficiaires</i>	2 146	0	97		-95,5%
<i>Majorations de retard</i>	1 036	1 997	1 335	66,9%	28,9%
<i>Autres⁽³⁾</i>	21	60	25	41,7%	19,0%
DROITS DE DOUANE^(*)	8 293	10 837	10 489	96,8%	26,5%
IMPÔTS INDIRECTS	79 625	95 604	94 140	98,5%	18,2%
TAXES INTERIEURES DE CONSOMMATION^(*) :	23 344	29 094	27 752	95,4%	18,9%
<i>Tabacs manufacturés^(*)</i>	9 329	11 211	10 498	93,6%	12,5%
<i>Produits énergétiques^(*)</i>	12 424	15 950	15 147	95,0%	21,9%
<i>Autres^(*)</i>	1 591	1 933	2 107	109,0%	32,4%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE :	56 281	66 510	66 388	99,8%	18,0%
<i>à l'intérieur</i>	25 925	30 270	28 636	94,6%	10,5%
<i>à l'importation^(*)</i>	30 356	36 240	37 752	104,2%	24,4%
DROITS D'ENREGISTREMENT ET TIMBRE	11 674	14 739	14 164	96,1%	21,3%
RECETTES NON FISCALES	37 193	25 030	31 742	126,8%	-14,7%
<i>Domaine</i>	290	255	412	161,6%	42,1%
<i>Monopoles et participations</i>	8 486	17 118	9 784	57,2%	15,3%
<i>Privatisation⁽⁴⁾</i>	0	4 000	5 416	135,4%	
<i>Fonds de concours et dons</i>	5 262	0	672		-87,2%
<i>Recettes en atténuation de dépenses de la dette</i>	1 475	1 000	1 699	169,9%	15,2%
<i>Redevance gazoduc^(*)</i>	399	0	763		91,2%
<i>Recettes diverses⁽⁵⁾</i>	21 281	2 657	12 996	489,1%	-38,9%
TOTAL DES RECETTES ORDINAIRES	216 219	226 922	229 293	101,0%	6,0%

(1) les recettes fiscales sont présentées pour leur montant brut, compte non tenu du montant émis au titre des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi organique relative à la loi de finances. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux figurent parmi les dépenses de fonctionnement du budget général et des CST concernés.

(2) il s'agit de la part de l'Etat dans le produit de la taxe professionnelle et de la taxe d'habitation.

(3) les autres impôts directs se composent pour l'essentiel de la taxe de licence sur les débits de boissons.

(4) « Produits de cession des participations de l'Etat » rubrique 1100013000860060 du budget général.

(5) les recettes diverses sont constituées des recettes des différents ministères notamment les amendes transactionnelles et forfaitaires, les droits de chancellerie, etc... A partir de 2016, les recettes diverses tiennent compte des versements de certains CST et SEGMA au budget général, en application des dispositions de la loi organique relative à la loi de finances qui interdit les versements entre SEGMA et entre SEGMA et CST (article 22), entre CST et entre CST et SEGMA (article 27). Des versements peuvent être effectués au profit du budget général à partir des SEGMA et des CST (articles 22 et 27).

(*) A compter du 1^{er} janvier 2019, les données de l'Administration des Douanes et Impôts Indirects (ADII) sont présentées sur la base des recettes encaissées conformément aux dispositions de la loi organique relative à la loi de finances (article 32).

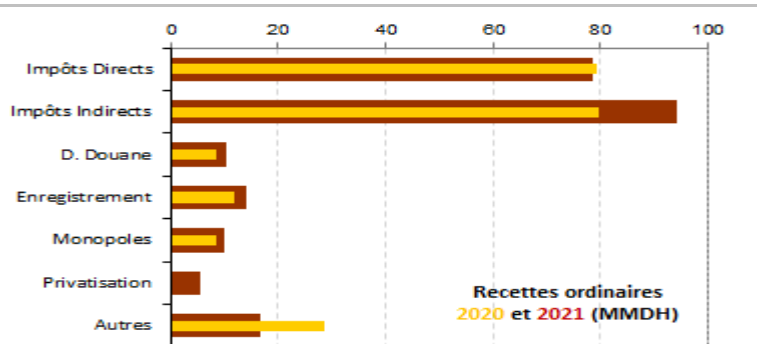
La situation des charges et ressources du Trésor arrêtée à fin novembre 2021 laisse apparaître une hausse des recettes ordinaires brutes de 6% et des dépenses ordinaires émises de 6,2% dégageant ainsi un solde ordinaire négatif de 3,2 MMDH.

Compte tenu d'un besoin de financement de 75,5 MMDH et d'un flux net positif du financement extérieur de 5,2 MMDH, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 70,3 MMDH.

1-RECETTES ORDINAIRES

Les recettes ordinaires brutes¹ se sont établies à 229,3 MMDH contre 216,2 MMDH à fin novembre 2020, en hausse de 6% ou +13,1 MMDH.

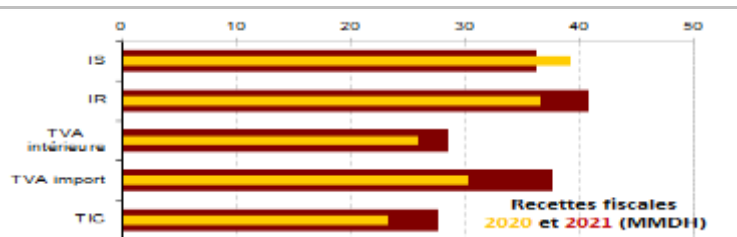
Ceci s'explique par la hausse des droits de douane de 26,5%, des impôts indirects de 18,2% et des droits d'enregistrement et de timbre de 21,3%, conjuguée à la diminution des impôts directs de 0,9% et des recettes non fiscales de 14,7%.



1.1- RECETTES FISCALES

Les recettes fiscales brutes ont été de 197,6 MMDH contre 179 MMDH à fin novembre 2020, en augmentation de 10,3% ou +18,5 MMDH.

L'évolution des recettes fiscales résulte de la hausse des recettes douanières de 24,1% et de la fiscalité domestique de 3,9%.



1.1.1-RECETTES DOUANIERES²

Les recettes douanières nettes (droits de douane, TVA à l'importation et TIC sur les produits énergétiques) ont été de 63.292 MDH à fin novembre 2021 contre 50.983 MDH un an auparavant, en hausse de 24,1% ou +12.309 MDH par rapport à leur niveau à fin novembre 2020, compte tenu de remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux de 99 MDH à fin novembre 2021 contre 92 MDH un an auparavant.

Les recettes douanières brutes ont été de 63.388 MDH à fin novembre 2021 contre 51.073 MDH un an auparavant, en hausse de 24,1% ou +12.315 MDH par rapport à leur niveau à fin novembre 2020.

- Droits de douane

Les recettes nettes des droits de douane réalisées à fin novembre 2021 ont atteint 10.469 MDH contre 8.280 MDH un an auparavant, soit une hausse de 26,4% ou +2.189 MDH, compte tenu de remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux de 20 MDH contre 13 MDH à fin novembre 2020. A fin novembre 2020, les droits de douane ont diminué de 3,6% par rapport à leur niveau à fin novembre 2019, soit -306 MDH (8.293 MDH contre 8.599 MDH).

- TVA à l'importation

Les recettes nettes provenant de la TVA à l'importation se sont établies à 37.746 MDH à fin novembre 2021 contre 30.341 MDH à fin novembre 2020, enregistrant une hausse de 24,4% ou +7.405 MDH. Les remboursements de la TVA à l'importation ont été de 6 MDH à fin novembre 2021 contre 15 MDH un an auparavant. A fin novembre 2020, la TVA à l'importation avait enregistré une baisse de 11,9% par rapport à son niveau à fin novembre 2019, soit -4.100 MDH (30.356 MDH contre 34.456 MDH).

La TVA sur les produits énergétiques a enregistré une hausse de 38,3% ou +1.754 MDH et celle sur les autres produits une augmentation de 21,9% ou +5.651 MDH.

- TIC sur les produits énergétiques

Les recettes nettes de la TIC sur les produits énergétiques ont atteint 15.077 MDH contre 12.362 MDH, en augmentation de 22% par rapport à leur niveau de fin novembre 2020 ou +2.715 MDH, compte tenu de remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux de 70 MDH à fin novembre 2021 contre 62 MDH un an auparavant.

¹ Il s'agit des recettes brutes, compte non tenu des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux.

² A compter du 1^{er} janvier 2019, les données de l'Administration des Douanes et Impôts Indirects (ADII) sont présentées sur la base des recettes encaissées conformément aux dispositions de la loi organique relative à la loi de finances (article 32).

A fin novembre 2020, la TIC sur les produits énergétiques avait enregistré une baisse de 14,5% par rapport à son niveau à fin novembre 2019, soit -2.106 MDH (12.424 MDH contre 14.530 MDH).

Les recettes brutes de la TIC sur les produits énergétiques ont été de 15.147 MDH contre 12.424 MDH, en hausse de 21,9% par rapport à leur niveau de fin novembre 2020 ou +2.723 MDH.

1.1.2- FISCALITE DOMESTIQUE

Les recettes nettes³ réalisées au titre de la fiscalité domestique se sont établies à 114,7 MMDH à fin novembre 2021 contre 110 MMDH à fin novembre 2020, en hausse de 4,3% ou +4.702 MDH, compte tenu des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux supportés par le budget général de 6.857 MDH à fin novembre 2021 contre 7.034. MDH un an auparavant.

Les recettes brutes de la fiscalité domestique ont été de 121,6 MMDH à fin novembre 2021 contre 117 MMDH à fin novembre 2020, soit une hausse de 3,9% ou +4.525 MDH.

- Impôt sur les sociétés

Les recettes nettes de l'impôt sur les sociétés ont été de 35.899 MDH à fin novembre 2021 contre 38.835 MDH un an auparavant, en baisse de 7,6% ou -2.936 MDH, compte tenu de restitutions qui ont été de 336 MDH à fin novembre 2021 contre 450 MDH un an auparavant, étant précisé qu'à fin décembre 2020, les demandes de restitution de l'IS ont été de 4,5 MMDH⁴.

Les recettes brutes de l'IS ont été de 36.235 MDH à fin novembre 2021 contre 39.285 MDH à fin novembre 2020, en diminution de 7,8% ou -3.050 MDH.

- Impôt sur le revenu

Les recettes nettes de l'IR à fin novembre 2021 ont enregistré une hausse de 11,3% par rapport à leur niveau à fin novembre 2020 (40.717 MDH contre 36.574 MDH), soit +4.143 MDH, compte tenu de restitutions de 189 MDH contre 100 MDH un an auparavant. A fin novembre 2020, l'IR avait enregistré une diminution de 4,7% par rapport à son niveau à fin novembre 2019, soit -1.817 MDH (36.674 MDH contre 38.491 MDH).

Les recettes de l'IR sur profits immobiliers ont connu une augmentation de 76,1% ou +1.697 MDH par rapport à leur niveau de 2020 (3.927 MDH contre 2.230 MDH).

Les recettes de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP) relevant de la Trésorerie Générale du Royaume ont enregistré un accroissement de 9,2% ou +754 MDH.

Recettes brutes de l'Impôt sur le Revenu			
	2020	2021	Evolution en %
IR total	36 674	40 906	11,5%
dont IR prélevé par la DDP	8 157	8 911	9,2%

- Contribution sociale de solidarité sur les bénéfiques⁵

A fin novembre 2021, les recettes au titre de la contribution sociale de solidarité sur les bénéfiques ont été de 97 MDH contre 2.146 MDH un an auparavant.

- TVA à l'intérieur

Les recettes nettes générées par la TVA à l'intérieur à fin novembre 2021 se sont établies à 22.465 MDH contre 19.516 MDH à fin novembre 2020, en hausse de 15,1% ou +2.949 MDH, compte tenu des remboursements supportés par le budget général qui ont été de 6.171 MDH à fin novembre 2021 contre 6.409 MDH un an auparavant, étant précisé qu'à fin décembre 2020, les arriérés de remboursement de TVA ont été de 42,2 MMDH⁶. A fin novembre 2020, la TVA à l'intérieur avait baissé de 1,5% par rapport à son niveau à fin novembre 2019, soit -397 MDH (25.924 MDH contre 26.321 MDH).

Les recettes brutes de la TVA à l'intérieur ont été de 28.636 MDH contre 25.925 MDH un an auparavant, en hausse de 10,5% ou +2.711 MDH.

³ Il s'agit des recettes brutes diminuées des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux.

⁴ Données de la Direction Générale des Impôts.

⁵ Il s'agit de la contribution sociale de solidarité sur les bénéfiques instituée par la loi de finances 2019 et imputée au budget général.

⁶ Données de la Direction Générale des Impôts.

Le montant global des remboursements de TVA à l'intérieur a été de 8.819 MDH à fin novembre 2021 contre 9.157 MDH à fin novembre 2020, soit -338 MDH. Les remboursements de TVA (8.819 MDH) sont imputés à raison de 70% au budget général, soit 6.171 MDH, et de 30% au compte d'affectation spéciale « Part des collectivités territoriales dans le produit de la TVA », soit 2.645 MDH.

- Droits d'enregistrement et de timbre

Les recettes provenant des droits d'enregistrement et de timbre ont été de 14.164 MDH à fin novembre 2021 contre 11.674 MDH un an auparavant, soit une augmentation de 21,3% ou +2.490 MDH. A fin novembre 2020, les droits d'enregistrement et de timbre avaient enregistré une baisse de 19,6% par rapport à leur niveau à fin novembre 2019, soit -2.839 MDH (11.674 MDH contre 14.513 MDH).

- Majorations de retard

Les recettes nettes au titre des majorations de retard ont enregistré une hausse de 22,2%, résultant de recettes brutes de 1.335 MDH contre 1.036 MDH et de dégrèvements de 161 MDH à fin novembre 2021 contre 75 MDH un an auparavant. A fin novembre 2020, les majorations de retard avaient enregistré une diminution de 42,5% par rapport à leur niveau à fin novembre 2019, soit -766 MDH (1.036 MDH contre 1.802 MDH).

- Autres impôts directs

Les autres impôts directs (part du budget général dans le produit de la taxe professionnelle et de la taxe d'habitation, taxe de licence, ...) ont été de 185 MDH contre 293 MDH, en baisse de 36,9% ou -108 MDH.

1.2-RECETTES NON FISCALES

Les recettes non fiscales ont été de 31,7 MMDH contre 37,2 MMDH un an auparavant, en baisse de 14,7% ou -5,5 MMDH, en raison notamment de la diminution des versements des comptes spéciaux du Trésor au profit du budget général (9,7 MMDH contre 19,2 MMDH) et des fonds de concours (672 MDH contre 5.262 MDH), conjuguée à la rentrée de 5,4 MMDH au titre de la privatisation et des produits de cession des participations de l'Etat, à l'augmentation des recettes de monopoles (9.784 MDH contre 8.486 MDH), des recettes en atténuation de dépenses de la dette (1.699 MDH contre 1.475 MDH) et de la redevance gazoduc (763 MDH contre 399 MDH).

- Monopoles et participations

Les recettes des monopoles et participations ont été de 9.784 MDH à fin novembre 2021 contre 8.486 MDH à fin novembre 2020, en hausse de 15,3% ou +1.298 MDH.

Ces recettes ont été versées notamment par l'OCP (4,1 MMDH contre 3,6 MMDH), l'Agence de la conservation foncière (3 MMDH contre 1,3 MMDH), Bank Al-Maghrib (954 MDH contre 1.064 MDH) et Maroc Télécom (659 MDH contre 911 MDH).

Produit des monopoles et participations				
	2020	LF 2021	2021	Taux de réalis.
B.A.M	1 064	1 003	954	95,1%
I.A.M	911	1 178	659	55,9%
O.C.P	3 600	4 100	4 101	100,0%
ANCFCC	1 250	3 280	3 000	91,5%
Autres	1 661	7 557	1 070	14,2%
TOTAL	8 486	17 118	9 784	57,2%

- Privatisation⁷

A fin novembre 2021, les recettes de privatisation et des produits de cession des participations de l'Etat ont été de 5.416 MDH, représentant la cession d'une partie de la participation de l'Etat dans le capital de Marsa Maroc pour 5.306 MDH et de la totalité de la participation de l'Etat dans le capital de la société « Foncière Université Internationale de Rabat » pour 110 MDH.

- Autres recettes non fiscales

Les autres recettes non fiscales ont enregistré une diminution de 43,2%, due pour l'essentiel à la baisse des versements des comptes spéciaux du Trésor au profit du budget général (9,7 MMDH contre 19,2 MMDH) et des fonds de concours (672 MDH contre 5.262 MDH).

Structure des recettes ordinaires nettes

A fin novembre 2021, les dix principales natures de recettes nettes ci-après représentent 91,7% du total des recettes ordinaires. Avec des recettes de 60,2 MMDH, la TVA constitue la première source de recettes du budget général de l'Etat.

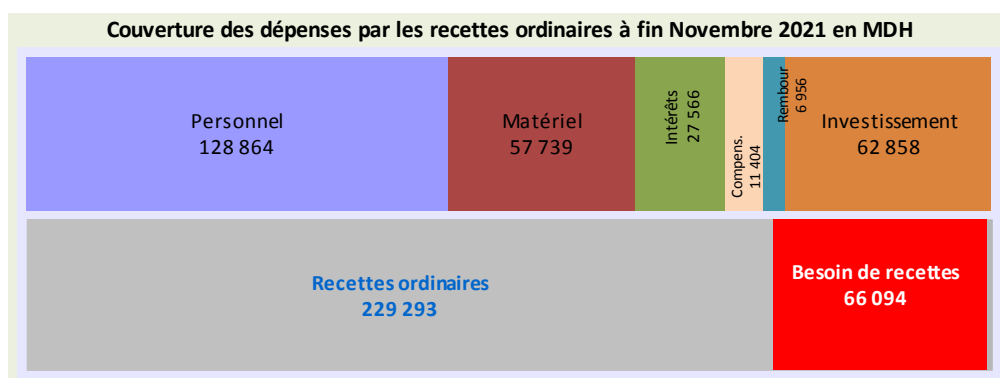
⁷ « Produits de cession des participations de l'Etat » rubrique 1100013000860060 du budget général

Principales natures de recettes nettes du budget général à fin Novembre 2021

	Nature	Recettes ordinaires en millions DH	Evol en %	Structure
1	Taxe sur la valeur ajoutée	60 211	▲ 20,8%	27,1%
	- à l'importation	37 746	▲ 24,4%	17,0%
	- à l'intérieur	22 465	▲ 15,1%	10,1%
2	Impôt sur le revenu	40 717	▲ 11,3%	18,3%
3	Impôt sur les sociétés	35 899	▼ 7,6%	16,1%
4	TIC prod. énergétiques	15 077	▲ 22,0%	6,8%
5	Droits d'enregistrement	14 164	▲ 21,3%	6,4%
6	TIC tabacs manufacturés	10 498	▲ 12,6%	4,7%
7	Droits de douane	10 469	▲ 26,4%	4,7%
8	Monopoles	9 784	▲ 15,3%	4,4%
9	Privatisation	5 416		2,4%
10	Recettes en atténuation de dépenses	1 699	▲ 15,2%	0,8%

Couverture des dépenses par les recettes ordinaires

A fin novembre 2021, le taux de couverture des dépenses ordinaires par les recettes ordinaires a été de 98,6% contre 98,8% un an auparavant. Ainsi, à fin novembre 2021, 56,2% de ces recettes ont été consacrées aux dépenses de personnel, 25,2% aux dépenses de matériel, 12% aux intérêts de la dette et 5% aux émissions de la compensation.



Ainsi, une partie des dépenses émises au titre du budget général de l'Etat a été financée principalement par le recours à l'emprunt.

2- DEPENSES

Sur la base des émissions (ordonnances ou mandats visés), l'exécution des dépenses de l'Etat se présente comme suit :

2.1- ENGAGEMENTS

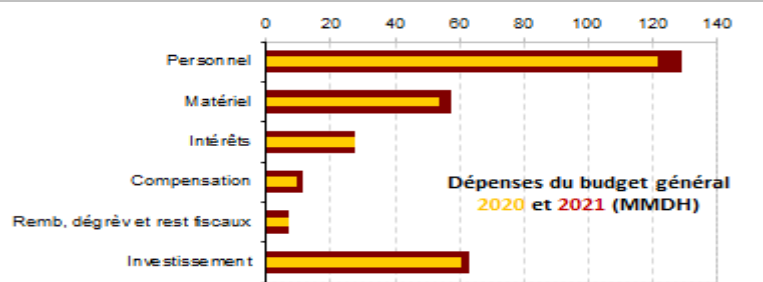
A fin novembre 2021, les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 494,4 MMDH, représentant un taux global d'engagement de 78% contre 76% à fin novembre 2020. Le taux d'émission sur engagements a été de 89% contre 90% un an auparavant.

	Situation des engagements ^(*) de dépenses 2021				
	Crédits Disponibles	Engagements	Emissions	Taux d'engagement	Taux d'émission sur engagement
	1	2	3	(2) / (1)	(3) / (2)
Fonctionnement	228 816	209 926	204 963	92%	98%
Investissement	95 780	79 263	62 858	83%	79%
C.S.T	223 531	125 682	96 368	56%	77%
SEGMA	5 320	2 736	1 301	51%	48%
Dette	77 663	76 788	76 788	99%	100%
TOTAL	631 110	494 395	442 278	78%	89%

(*) Intégrant des émissions non soumises à engagement (personnel, dette, ...)

2.2- DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Les dépenses émises au titre du budget général ont été de 344,6 MMDH à fin novembre 2021, en augmentation de 0,8% par rapport à leur niveau à fin novembre 2020, en raison de la hausse de 7,1% des dépenses de fonctionnement et de 3,8% des dépenses d'investissement, conjuguée à la baisse de 14,7% des charges de la dette budgétisée⁸.



DEPENSES EMISES AU TITRE DU BUDGET GENERAL					
	2020	LF 2021	2021	Réalisé	Variation
Fonctionnement	191 372	225 576	204 963	91%	7,1%
Investissement	60 585	77 202	62 858	81%	3,8%
Dette	90 059	77 663	76 788	99%	-14,7%
TOTAL	342 016	380 441	344 609	91%	0,8%

La diminution des charges de la dette budgétisée de 14,7% s'explique par la baisse de 21,2% des remboursements du principal (49,2 MMDH contre 62,5 MMDH) et par la stagnation des intérêts de la dette (27,6 MMDH).

2.2.1- FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement émises ont été de 205 MMDH, dont 128,9 MMDH ont concerné les traitements et salaires qui enregistrent une hausse de 6,1%. Les dépenses de matériel ont augmenté de 10,4% (48 MMDH contre 43,5 MMDH) et les dépenses des charges communes de 9,5% (21,1 MMDH contre 19,3 MMDH) en raison notamment de l'accroissement de 23% des émissions de la compensation (11,4 MMDH contre 9,3 MMDH).

La part du budget général dans les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux a diminué de 2,4% en raison du recul des remboursements de la TVA à l'intérieur (6.171 MDH contre 6.409 MDH).

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL					
	2020	LF 2021	2021	Réalisé	Variation
Personnel	121 461	139 863	128 864	92%	6,1%
Matériel	43 493	50 702	48 012	95%	10,4%
Charges communes	19 292	24 547	21 131	86%	9,5%
dont compensation	9 271	13 450	11 404	85%	23,0%
Dépenses imprévues		4 150			
Remb, dégr, rest fiscaux	7 126	6 314	6 956	110%	-2,4%
TOTAL	191 372	225 576	204 963	91%	7,1%

Le montant des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux imputé au budget général a diminué de 2,4% en raison notamment de la baisse de 238 MDH des remboursements de la TVA intérieure et de 114 MDH des restitutions de l'IS, étant précisé que les arriérés de remboursement de la TVA et les demandes de restitution de l'IS ont été respectivement, de 42,2 MMDH et de 4,5 MMDH à fin décembre 2020.

Dépenses de personnel

Les salaires servis par la TGR à fin novembre 2021 se sont établis à 128,9 MMDH contre 121,5 MMDH, en hausse de 6,1% par rapport à leur niveau de fin novembre 2020 ou +7.403 MDH. Les salaires servis par la DDP ont été de 111,7 MMDH, en hausse de 5,4%, en raison de l'augmentation de la masse salariale structurelle de 2,8% et des rappels de 103,6% (5.657 MDH contre 2.778 MDH).

Autres biens et services

Les émissions au titre des autres biens et services ont été de 57,7 MMDH, en hausse de 7,9% ou +4.225 MDH. Ces dépenses tiennent compte des transferts au profit de divers établissements et entreprises publics (27,5 MMDH contre 24 MMDH) et des comptes spéciaux du Trésor (5,3 MMDH contre 7,6 MMDH).

⁸ Dette dont la maturité est égale ou supérieure à 5 ans.

Intérêts de la dette

Les charges en intérêts de la dette ont été de 27.566 MDH à fin novembre 2021 contre 27.559 MDH à fin novembre 2020, en augmentation de 7 MDH. Cette stagnation s'explique par la baisse des charges en intérêts de la dette intérieure de 0,2% (23.981 MDH contre 24.024 MDH) et par la hausse de celles de la dette extérieure de 1,4% (3.585 MDH contre 3.535 MDH).

Compensation

A fin novembre 2021, les émissions au titre des dépenses de la compensation ont été de 11.404 MDH contre 9.271 MDH à fin novembre 2020, en hausse de 23% ou +2.133 MDH.

Remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux

Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux ont été de 6.956 MDH contre 7.126 MDH, en baisse de 2,4% ou -170 MDH. Cette diminution s'explique en grande partie par le recul des remboursements, dégrèvements et restitutions au titre de la fiscalité domestique (6.857 MDH contre 7.034 MDH) en raison notamment de la baisse des remboursements de la TVA (6.171 MDH contre 6.409 MDH) et des restitutions de l'IS (336 MDH contre 450 MDH).

A fin décembre 2020, les arriérés de remboursement de la TVA et les demandes de restitution de l'IS ont été respectivement de 42,2 MMDH et de 4,5 MMDH.

Remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux					
	2020	LF 2021	2021	Réalisé	Variation
1- Fiscalité domestique	7 034	6 166	6 857	111,2%	-2,5%
Impôt sur les sociétés	450	436	336	77,1%	-25,3%
Impôt sur le revenu	100	83	189	227,7%	89,0%
TVA intérieure	6 409	5 556	6 171	111,1%	-3,7%
Majorations de retard	75	73	161	220,5%	114,7%
Droits d'enreg. et timbre	0	10	0		
Autres	0	8	0		
2- Fiscalité douanière	92	148	99	66,9%	7,6%
Droits d'importation	13	25	20	80,0%	53,8%
TIC prod. énergétiques	62	24	70	291,7%	12,9%
TIC tabacs manufacturés	2	0	0		
Autres TIC	0	7	3	42,9%	
TVA à l'importation	15	47	6	12,8%	-60,0%
Autres	0	45	0		
TOTAL	7 126	6 314	6 956	110,2%	-2,4%

SOLDE ORDINAIRE

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, le solde ordinaire enregistré à fin novembre 2021 a été négatif de 3,2 MMDH contre un solde ordinaire négatif de 2,7 MMDH un an auparavant.

2.2.2- INVESTISSEMENT

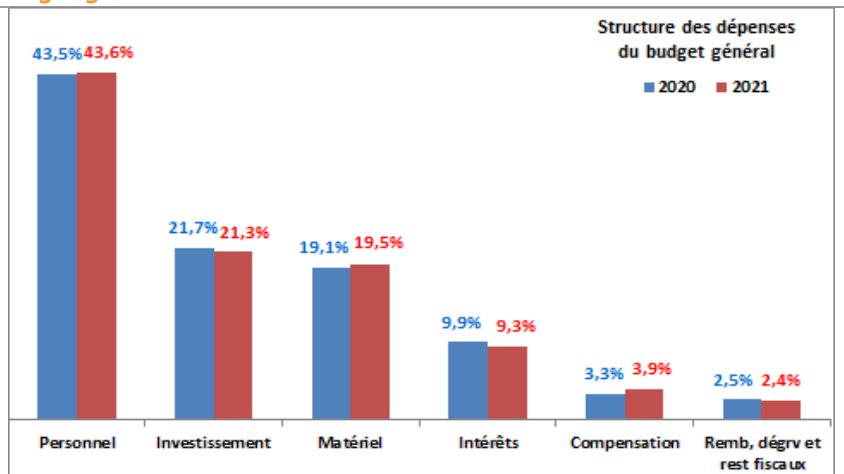
Les dépenses d'investissement émises au titre du budget général se sont établies à 62,9 MMDH à fin novembre 2021 contre 60,5 MMDH un an auparavant, en augmentation de 3,8% ou +2.273 MDH, suite à la hausse des dépenses des ministères de 6,3% et des dépenses des charges communes de 0,7%.

Les dépenses d'investissement tiennent compte du versement aux comptes spéciaux du Trésor d'un montant de 22,9 MMDH contre 23,8 MMDH à fin novembre 2020.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL					
	2020	LF 2021	2021	Réalisé	Var%
Investissement total :	60 585	77 202	62 858	81%	3,8%
1- Ministères	32 755	48 870	34 825	71%	6,3%
2- Charges communes :	27 830	28 332	28 033	99%	0,7%
- Concours divers	23 837	22 549	22 896	102%	-3,9%
- Ristournes d'intérêts	244	246	226	92%	-7,4%
- Autres	3 749	5 537	4 911	89%	31,0%

Structure des dépenses émises au titre du budget général

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin novembre 2020 et fin novembre 2021 fait ressortir une hausse de la part des dépenses de personnel, des dépenses de matériel et des émissions de la compensation, conjuguée à la baisse de la part des dépenses d'investissement, des intérêts de la dette et des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux.



3- COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor ont atteint 104,3 MMDH. Ces recettes tiennent compte des versements reçus des charges communes d'investissement du budget général pour 22,9 MMDH contre 23,8 MMDH à fin novembre 2020 et d'une recette de 3,8 MMDH au titre de la contribution sociale de solidarité sur les bénéfiques et les revenus instituée par la loi de finances 2021.

Les dépenses émises ont été de 96,4 MMDH. Elles intègrent la part des CST au titre des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux pour 2.724 MDH.

Le solde de l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élève à 7,9 MMDH.

	RECETTES ^(*)			DEPENSES ^(*)			Flux nets 2021
	2020	LF 2021	2021	2020	LF 2021	2021	
C.A.S	99 734	83 329	90 433	97 805	81 289	83 511	6 922
TVA des Coll.Terr.	25 320	28 504	28 657	24 364	28 504	24 756	3 901
Part régions (IS, IR, ...)	6 798	9 000	8 920	5 542	9 000	8 844	76
I.N.D.H	2 422	3 350	3 514	1 602	3 350	2 033	1 481
Soutien prix. prd.alim.	230	600	227	350	600	300	-73
F.S. Routier	2 582	2 700	3 165	1 397	2 700	2 594	571
F.D. Agricole	3 555	4 000	4 112	3 753	4 000	4 451	-339
Remploi domanial	1 304	1 520	4 499	10 372	1 520	3 949	550
Lutte contre chômage	1 829	1 500	1 790	1 619	1 500	1 577	213
Dons des pays du CCG	121	1 800	222	553	0	836	-614
Appui Cohés. Sociale	1 373	9 500	7 046	2 378	9 500	5 224	1 822
F.S. Habitat	1 770	2 000	2 032	1 296	2 000	1 918	114
Gestion Covid-19	34 519	0	4 786	26 191	0	10 084	-5 298
Autres CAS	17 911	18 855	21 463	18 388	18 615	16 945	4 518
C. Dép. Dotation^(**)	14 131	10 801	13 807	10 953	10 801	12 467	1 340
Autres C.S.T	16	170	14	420	1 295	390	-376
TOTAL	113 881	94 300	104 254	109 178	93 385	96 368	7 886

(*) Les recettes et les dépenses des comptes spéciaux du Trésor représentent les flux de l'année. Elles ne tiennent pas compte des soldes reportés de l'année N-1 sur l'année N.

Les dépenses des CST tiennent compte des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux.

(**) Comptes de dépenses sur dotation.

4- SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME

A fin novembre 2021, les recettes des services de l'Etat gérés de manière autonome ont été de 1.893 MDH contre 1.685 MDH à fin novembre 2020, en hausse de 12,3%.

Les dépenses ont été de 1.301 MDH à fin novembre 2021 contre 1.303 MDH un an auparavant, en diminution de 0,2%.

	Services de l'Etat gérés de manière autonome ^(*)				
	2020	LF 2021	2021	Réalisé	Variation
Exploitation :	505	0	687		36,0%
Recettes	1 588	1 913	1 731	90%	9,0%
Dépenses	1 083	1 913	1 044	55%	-3,6%
Equipement :	-123	0	-95		-22,8%
Recettes	97	272	162	60%	67,0%
Dépenses	220	272	257	94%	16,8%

(*) Les recettes et les dépenses des services de l'Etat gérés de manière autonome représentent les flux de l'année. Elles ne tiennent pas compte des soldes reportés de l'année N-1 sur l'année N.

TAUX DE REALISATION DES PREVISIONS

A fin novembre 2021, les recettes ordinaires ont été réalisées à hauteur de 101% des prévisions de la loi de finances, les dépenses ordinaires ont été exécutées pour 91,5% et les dépenses d'investissement ont été émises pour 81,4%.

Réalisation des prévisions de la loi de finances 2021 en MDH				
	LF 2021	Novembre 2021	Taux de réalisation	Restes à réaliser
1- RECETTES ORDINAIRES	226 922	229 293	101,0%	2 371
1.1- Recettes fiscales :	201 892	197 551	97,8%	-4 341
<i>Impôts directs</i>	80 712	78 758	97,6%	-1 954
<i>Impôt sur les sociétés</i>	38 672	36 235	93,7%	-2 437
<i>Impôt sur le revenu</i>	39 880	40 906	102,6%	1 026
<i>Impôts indirects</i>	95 604	94 140	98,5%	-1 464
<i>TVA à l'intérieur</i>	30 270	28 636	94,6%	-1 634
<i>TVA à l'importation</i>	36 240	37 752	104,2%	1 512
<i>Taxes intérieures de consommation</i>	29 094	27 752	95,4%	-1 342
<i>Droits de douane</i>	10 837	10 489	96,8%	-348
<i>Droits d'enregistrement et de timbre</i>	14 739	14 164	96,1%	-575
1.2- Recettes non fiscales :	25 030	31 742	126,8%	6 712
<i>Monopole et participations</i>	17 118	9 784	57,2%	-7 334
<i>Domaine</i>	255	412	161,6%	157
<i>Autres recettes</i>	7 657	21 546	281,4%	13 889
2- DEPENSES ORDINAIRES	254 253	232 529	91,5%	-21 724
2.1- Biens et services :	205 721	186 603	90,7%	-19 118
<i>Personnel</i>	139 863	128 864	92,1%	-10 999
<i>Autres biens et services</i>	65 858	57 739	87,7%	-8 119
2.2- Intérêts de la dette :	28 678	27 566	96,1%	-1 112
<i>Intérieure</i>	24 660	23 981	97,2%	-679
<i>Extérieure</i>	4 018	3 585	89,2%	-433
2.3- Compensation	13 540	11 404	84,2%	-2 136
2.4- Rembours, dégrèv et restit fiscaux	6 314	6 956	110,2%	642
3- INVESTISSEMENT	77 202	62 858	81,4%	-14 344

DEFICIT / EXCEDENT DU TRESOR

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 57,6 MMDH à fin novembre 2021 contre un déficit budgétaire de 58,2 MMDH un an auparavant.

ORDRES DE PAIEMENT EN INSTANCE DE VISA ET DE REGLEMENT

Le montant des ordres de paiement en cours de visa et de règlement a été de 3,9 MMDH à fin novembre 2021 contre 21,7 MMDH à fin décembre 2020, soit une diminution de 17,9 MMDH.

5- FINANCEMENT

Compte tenu d'un besoin de financement de 75,5 MMDH contre un besoin de financement de 61,1 MMDH à fin novembre 2020 et d'un flux net positif de 5,2 MMDH du financement extérieur contre un flux net positif de 12,6 MMDH un an auparavant, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 70,3 MMDH contre un recours au financement intérieur pour 48,4 MMDH à fin novembre 2020.

FINANCEMENT EXTERIEUR

A fin novembre 2021, le financement extérieur net a été positif de 5,2 MMDH. Les remboursements du principal de la dette extérieure ont atteint 9,7 MMDH et les tirages ont été de 14,9 MMDH, dont 7,6 MMDH auprès de la BIRD.

FINANCEMENT INTERIEUR

Le financement intérieur résulte notamment :

- du recours au marché des adjudications pour un montant net de 40,9 MMDH contre 58,4 MMDH un an auparavant ;
- de la hausse des dépôts au Trésor de 12,3 MMDH contre une baisse de 7,9 MMDH à fin novembre 2020 ;
- de la ponction sur les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib pour 3,4 MMDH contre une reconstitution de 957 MDH à fin novembre 2020 ;
- et des autres moyens de financement notamment, le numéraire chez les comptables publics, les chèques remis à l'encaissement durant les derniers jours de novembre 2021 et dont le compte courant du Trésor à Bank Al-Maghrib ne sera crédité que début décembre, les avances aux régisseurs, ...

Dépôts au Trésor

Les dépôts au Trésor ont été de 85,9 MMDH à fin novembre 2021 contre 73,5 MMDH à fin décembre 2020, en hausse de 12,3 MMDH.

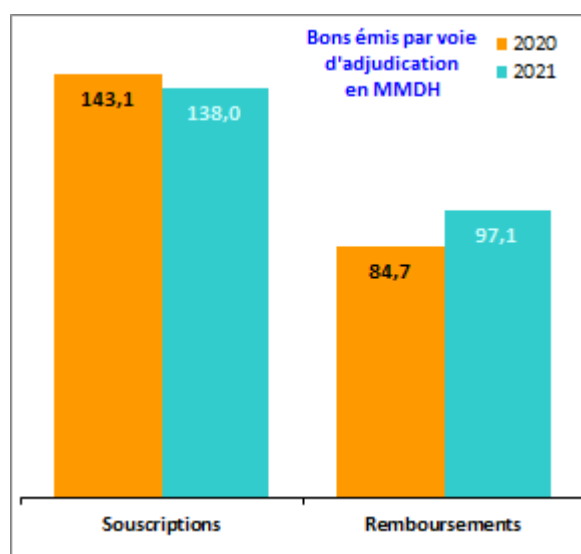
Disponibilités du Trésor

Les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib ont été de 2,8 MMDH contre 6,2 MMDH en début d'exercice, compte tenu de placements de 200 MDH effectués en novembre 2021 et dont le remboursement n'intervient qu'en décembre 2021.

Dettes intérieure

S'élevant à 646,2 MMDH, l'encours de la dette intérieure est en hausse de 7% par rapport à son niveau à fin décembre 2020. Ceci s'explique notamment par le recours du Trésor au marché des adjudications pour un montant net de 40,9 MMDH, résultant de souscriptions pour 138 MMDH et de remboursements pour 97,1 MMDH contre un recours au marché des adjudications pour un montant net de 58,4 MMDH un an auparavant, résultant de souscriptions pour 143,1 MMDH et de remboursements pour 84,7 MMDH.

Encours de la dette intérieure					
	2020	Souscrip.	Rembour.	2021	Var %
Adjudications	600 741	138 016	97 107	641 650	6,8%
13 semaines	2 284,0	3 953,3	5 137,3	1 100	
26 semaines	7 478,6	4 228,4	10 034,6	1 672	
52 semaines	23 062,1	15 047,5	15 090,1	23 020	
2 ans	56 936,8	41 854,6	24 054,2	74 737	
5 ans	159 383,6	37 235,7	26 936,6	169 683	
10 ans	121 781,4	20 605,5	9 157,6	133 229	
15 ans	125 335,9	4 436,9	6 696,7	123 076	
20 ans	72 383,5	6 000,3	0,0	78 384	
30 ans	32 095,3	4 653,7	0,0	36 749	
Autres	3 489	5 204	4 109	4 584	31,4%
Total	604 230	143 220	101 216	646 234	7,0%



Opérations de la gestion active de la dette intérieure

A fin novembre 2021 et dans le cadre de la gestion active de la dette intérieure, le Trésor a procédé à des opérations d'échange de bons, en vue de réajuster le profil de la dette.

Ces opérations ont porté sur un montant global de 21,5 MMDH.

Maturités	Echanges	
	Remboursés	Emis
52 semaines	3 401,0	
2 ans	4 381,3	
5 ans	11 037,9	8 926,7
10 ans	2 652,0	6 795,6
15 ans		1 172,4
20 ans		1 966,7
30 ans		2 610,6
Total	21 472,2	21 472,0